

LE RÔLE DE LYNDON LA ROUCHE

# L'histoire secrète de l'IDS

*L'auteur a été le directeur de la Fondation pour l'Energie de Fusion (FEF), association qui fit campagne en faveur de l'IDS au début des années 80 et qui fut dissoute par le gouvernement américain en 1986. C'est la FEF qui a donné naissance aux magazines Fusion dans le monde. Paul Gallagher retrace l'histoire secrète de l'IDS, dont il a été l'un des témoins privilégiés. Il est aujourd'hui menacé d'une peine de 40 ans de prison pour ses prises de position politiques.*

**L**e 23 mars 1983, le discours du Président Reagan sur l'Initiative de défense stratégique (IDS), a créé l'un des plus grands tumultes jamais provoqué dans le monde par un discours de Président. Il a changé l'histoire, et ceci malgré le fait qu'il n'occupait que les cinq dernières minutes de l'allocution télévisée de ce soir-là. Le Président proposait d'abandonner la menace de destruction nucléaire massive en représailles (connue comme la doctrine MAD, Mutually Assured Destruction, doctrine de la « destruction mutuelle assurée »), et de lancer une mobilisation scientifique tous azimuts pour développer des systèmes de défense antinucléaire à énergie dirigée, que l'on pourrait ensuite offrir aux nations du monde entier pour éliminer toute menace d'attaque nucléaire contre elles. Cette nouvelle doctrine stratégique était développée et défendue depuis des années par l'économiste américain Lyndon LaRouche.

Depuis plus d'un an, LaRouche, agissant de façon informelle pour le gouvernement américain, discutait des perspectives d'une telle doctrine avec des représentants soviétiques. Dans le langage diplomatique, lorsqu'un individu privé sert ainsi d'intermédiaire, on l'appelle un « back-channel » entre deux gouvernements, un canal de communication non officiel.

En mars 1993, le général Paul-Albert Scherer, ancien chef du rensei-

## Paul Gallagher

gnement militaire de l'Allemagne fédérale, déclarait au National Press Club de Washington :

*« Durant le printemps 1982, il y eut de très importants pourparlers secrets ici à l'Ambassade soviétique... La question était : Est-ce que les Etats-Unis et l'Union soviétique souhaitent développer en commun une défense contre les missiles balistiques qui rendrait la guerre nucléaire impossible ? Puis, en août, les Soviétiques rejetèrent très nettement l'ensemble du concept (...) J'ai discuté en détail de ce point avec celui qui est à l'origine de cette idée, l'expert stratégique et technologique Lyndon LaRouche. Le rejet soviétique intervint en août et c'est ensuite que le Président américain Reagan décida de rendre toute l'affaire publique ; d'où son discours du 23 mars 1983. »*

Dans ce discours, le Président Reagan adoptait pour un moment, comme politique du gouvernement américain, la doctrine stratégique que Lyndon LaRouche avait conçue et présenté aux gouvernements des deux superpuissances. LaRouche appelait cette doctrine la « défense antimissile par armes à rayons relativistes. » Reagan l'appela « l'Initiative de défense stratégique ».

En février 1993, lors d'une conférence à Princeton, deux anciens mi-

nistres soviétiques, dont l'ancien ministre des Affaires étrangères Bessmertnik, ont admis que c'était l'IDS qui avait provoqué l'effondrement de l'empire soviétique. Plus spécifiquement, c'est le refus de l'IDS par les Soviétiques, et leur tentative de la contrer par une augmentation massive de moyens militaires conventionnels et nucléaires, qui menèrent à cet effondrement. Lyndon LaRouche les avait averti publiquement, en 1982 et à de nombreuses reprises par la suite, que ceci pourrait leur arriver, dès 1988, s'ils rejetaient l'IDS.

Ce sont les actions de Lyndon LaRouche et de ses collaborateurs, changeant la politique stratégique des Etats-Unis et dans le même temps menaçant de changer la politique stratégique et économique d'autres nations importantes dans le monde, qui provoquèrent directement la persécution légale exercée contre lui, la tentative de le tuer durant les raids policiers menés à Leesburg contre le siège de son organisation, en octobre 1986, et finalement son emprisonnement, depuis janvier 1989. Après l'adoption par Reagan de l'IDS, l'attention soviétique fut concentrée sur Lyndon LaRouche, son auteur. Au plus haut niveau du régime de Youri Andropov, puis de celui de Mikhaïl Gorbatchev, on demanda que son influence fut détruite. Voici la séquence cruciale d'événements qui menèrent du début de l'intervention de LaRouche sur le sujet à son emprisonnement.

## Juillet 1977

Lyndon LaRouche demande à ce que soit publié un document, le premier accessible à de très nombreux Américains, sur le sujet. Ce document, intitulé *Sputnik of the 70s* (« Le Spoutnik des années 70 »), montre que les technologies qui permettraient la défense antimissile ne sont pas des armes en soi, mais de « nouveaux principes physiques » qui révolutionneront aussi bien la technologie en général que l'armement en particulier.

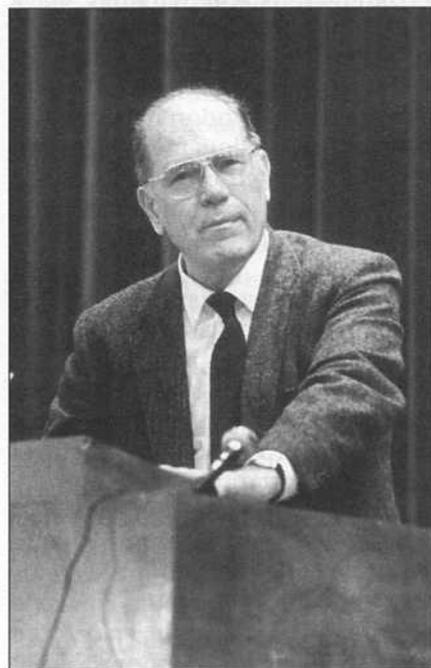
## Août 1979

A travers ses représentants, LaRouche entame des discussions avec les membres de l'équipe électorale de Reagan sur la « défense par énergie dirigée ».

## Janvier-février 1981

(La période de transition de Reagan)

LaRouche et ses représentants rencontrent le secrétaire à l'Énergie Do-



nald Hodel, le secrétaire à l'Intérieur James Watt, le Conseiller scientifique du Président, le Dr George Keyworth, et le responsable du Département d'Etat Richard Morris. Ils discutent de la doctrine stratégique et de la politique de la science et de l'énergie. Plus tard, Lyndon et Helga LaRouche rencontrent le N°2 de la CIA Robert Inman. En juillet 1981, le parti de LaRouche publie une brochure à très grande circulation sur l'IDS.

## Avril 1981

Les représentants soviétiques à l'ONU approchent à plusieurs reprises des représentants de LaRouche, cherchant à discuter de son évaluation de l'administration Reagan et de questions stratégiques plus générales.

## Automne 1981

LaRouche ou ses représentants rencontrent régulièrement des responsables de la CIA ou d'autres agences de renseignement pour discuter de sa stratégie militaire fondée sur les « armes à rayons ». Richard Morris, du Conseil national de sécurité de Reagan, a déclaré que ce fut l'un des six sujets abordés lors de rencontres avec LaRouche.

## Décembre 1991

L'administration Reagan, par le biais d'agences de renseignement, demande à LaRouche d'entamer des discussions « back-channel » avec les représentants soviétiques, au sujet de sa nouvelle stratégie scientifico-militaire. L'idée était de savoir comment les Soviétiques réagiraient si cette politique était adoptée par les Etats-Unis.

## Février 1982

L'*Executive Intelligence Review (EIR)*, la revue de LaRouche, organise à Washington une conférence sur le sujet suivie par plus de 300 personnes, dont des représentants du bloc de l'Est et du gouvernement américain.

## Février 1982

Au cours de rencontres privées tenues lors de cette conférence, LaRouche a entamé les discussions secrètes avec le représentant de l'ambassade soviétique Yevgeni Shershnev, en tenant constamment informé le gouvernement américain de l'état des discussions. Le sujet : l'adoption possible par l'administration Reagan de la doctrine militaire proposée par LaRouche.

## Octobre-novembre 1982

Pendant que ces négociations officielles se poursuivent, Henry Kissinger (l'un des architectes de la doctrine MAD que LaRouche voulait remplacer) et d'autres membres du Conseil de renseignement sur la politique

étrangère du Président, contactent le chef du FBI William Webster pour lui demander de « s'occuper de LaRouche ». Des lettres à cet effet ont été rendues publiques, dans le cadre du Freedom of Information Act ; elles sont signées d'Henry Kissinger, de David Abshire, d'Edward Bennett Williams et d'« autres » non nommés. Le Conseil avait adopté à l'époque, avec d'autres agences, un rapport d'évaluation stratégique secret — *Soviet Capabilities for Strategic Nuclear Conflict, 1982-1992* (« Les capacités soviétiques dans un conflit nucléaire stratégique, 1982-1992 ») — utilisé par Reagan dans les 25 premières minutes de son discours du 23 mars 1983 et déclassifié en février 1993. Ce rapport reconnaissait l'augmentation par les Soviétiques de leurs capacités de « première frappe » nucléaire, augmentation que les publications de LaRouche dénonçaient depuis 1980. Mais il n'envisageait aucunement que les Etats-Unis puissent abandonner la doctrine MAD — ce qui était justement requis par l'augmentation du risque nucléaire.

## 22 décembre 1982

L'*EIR* publie un article de LaRouche, « Réponse à mes critiques soviétiques », avertissement détaillé aux dirigeants soviétiques, pour qu'ils ne rejettent pas la nouvelle doctrine et ne refusent pas le développement en coopération de nouvelles technologies à rayons d'énergie dirigée et à faisceaux de particules. Il explique pourquoi, s'ils persistent dans ce refus, les problèmes sous-jacents de leur économie et de leur force de travail les détruiront.

## 1er janvier 1983

LaRouche déclare lors d'une conférence politique se tenant à New York que l'administration Reagan doit détruire la doctrine MAD « dans les 90 jours » pour éviter que le monde n'aille tout droit vers la confrontation.

## Février 1983

- Shershnev, au cours des discussions informelles, explique à LaRouche pourquoi les Soviétiques ont rejeté sa doctrine : militairement, elle fonctionnerait, mais son développement profiterait à l'Occident du fait

de l'avantage en termes de productivité scientifique de celui-ci ; les Soviétiques vont donc rejeter cette nouvelle doctrine.

- LaRouche revient d'Europe où il a tenu de nombreux séminaires pour des responsables militaires sur la science et la technologie de la nouvelle stratégie des « armes à rayon ». Il fait alors la navette entre les représentants américains et soviétiques, dans une phase intensive de négociations, pour traiter du refus soviétique. Il avertit les Soviétiques qu'une augmentation de leurs moyens militaires détruirait leur économie et amènerait à l'écroulement de leur empire dans les cinq ans (c'est-à-dire en 1988) à moins qu'ils n'acceptent le nouvel élan que représentent les technologies à rayons relativistes.

- Le représentant soviétique dit à LaRouche que les dirigeants soviétiques ont été assurés que toute velléité d'adoption par Reagan d'une nouvelle doctrine militaire serait bloquée par le Parti Démocrate.

### Fin février 1983

Le parti de LaRouche (National Democratic Policy Committee) publie une nouvelle brochure de masse sur la défense antimissile. Elle inclut un mémorandum écrit par un chercheur de la Fondation pour l'énergie de fusion sur la façon dont les armes à rayons fonctionnent. L'appel à la mobilisation politique de la couverture est prophétique : « *Faisons de mars le mois au cours duquel le message de la défense antimissile parvient dans chaque foyer américain...* »

### Mars 1983

Le représentant scientifique de LaRouche, Uwe Parpart rencontre des chercheurs et consultants du Conseil national de sécurité au sujet de la formulation de l'annonce possible par Reagan de la nouvelle doctrine militaire.

### 16 mars 1983

Jeffrey Steinberg et Paul Gallagher, collaborateurs de LaRouche, rencontrent des responsables de l'Armée de l'air et de la DARPA ; on leur dit que le Pentagone n'est pas informé d'une nouvelle doctrine stratégique à venir.

### 23 mars 1983

Ronald Reagan termine un discours télévisé au sujet de la course aux armements soviétique en annonçant la nouvelle doctrine de l'IDS. La forme de doctrine de défense antimissile est celle de LaRouche, car elle repose sur le développement de tech-



nologies fondamentalement nouvelles et non sur les vieux missiles antimissiles. Reagan offrait aussi de partager ces technologies avec les Soviétiques et de coopérer avec eux pour mettre fin à la doctrine MAD et pour offrir les défenses antimissiles à tous les pays.

Le régime de Youri Andropov fut choqué et considéra dès lors que l'influence de LaRouche était très gran-



de. Selon le ministre des Affaires étrangères Bessmertnick, parlant à Princeton (conférence citée plus haut), « *l'IDS nous a mis dans une situation très dangereuse* ». Le secrétaire d'Etat George Schultz, parlant à cette même conférence, a dit que l'Etat-Major fut « *terrassé* » par l'annonce de Reagan.

### 24 mars 1983

Paul Gallagher, au nom de la Fondation pour l'énergie de fusion (FEF,

fondation scientifique au lancement de laquelle LaRouche avait participé) est interviewé au journal du soir de CBS-TV pour expliquer et soutenir l'IDS. CBS dit avoir d'abord contacté la Fondation de l'Héritage, considé-



rée comme le principal groupe d'experts de l'administration Reagan. Mais le directeur de celle-ci leur a déclaré ne pas être informé au sujet de l'initiative de Reagan la nuit précédente : « *c'est le machin de la Fondation pour l'énergie de fusion* ».

### 8 avril 1983

LaRouche ouvre une conférence de la FEF à Washington sur l'IDS, suivie par 800 représentants de l'administration, du Congrès, du monde des affaires et de la communauté diplomatique. Des représentants de la presse et de l'ambassade soviétiques claquent la porte de la conférence.

### Avril 1983

Yevgeni Shershnev informe LaRouche qu'il a reçu des ordres de la plus haute hiérarchie moscovite pour mettre fin à leurs discussions. Shershnev a, suite à l'annonce de Reagan, cherché à faire rencontrer à LaRouche l'expert du KGB sur les Etats-Unis, Georgi Arbatov ; mais cela est refusé et on ordonne à Shershnev de rentrer à Moscou.

### 24-28 mai 1983

Une délégation de 25 membres du KGB, y compris certains prélats orthodoxes identifiés depuis comme des agents du KGB, se rend à Minneapolis, Minnesota, pour y tenir une « conférence de la paix » avec des associés démocrates de Walter Mondale. Le but de cette conférence est de déclarer la guerre à l'IDS. La délégation soviétique est patronnée par Georgi Arbatov, chef de l'Institut USA-Canada de l'URSS ; elle est conduite

par Féodor Burlatski, éditeur et journaliste du KGB, porte-parole d'Andropov, qui deviendra confident du futur Président Mikhaïl Gorbatchev.

## 10 août 1983

Burlatski, dans l'hebdomadaire *Literaturnaya Gazetta*, attaque l'IDS, et, implicitement, LaRouche, comme étant un *casus belli*, un élément de nature à provoquer une guerre.

## Août 1983

Le chef du Parti Démocrate, Charles Manatt, déclare publiquement la guerre à l'IDS et dit que « tous » les candidats démocrates à l'élection présidentielle de 1984 s'y opposent, en dépit du soutien qu'elle reçoit dans la population.

## Septembre 1983

LaRouche annonce sa candidature aux primaires démocrates pour soutenir l'IDS et pour inciter l'électorat démocrate à la soutenir. Pendant l'année 1984, la campagne de LaRouche acheta 15 passages d'une demi-heure à la télévision nationale. Un tiers de ces émissions sont consacrés aux relations stratégiques USA-URSS et à l'IDS.

## 26 octobre 1983

Burlatski, dans *Literaturnaya Gazetta*, réitère son attaque contre l'IDS, *casus belli*, et cette fois désigne « l'Américain LaRouche » comme responsable.

## 14 novembre 1983

Le journal gouvernemental soviétique, les *Izvestia*, publie une diatribe contre LaRouche.

## Mars 1984.

La célèbre émission « First Camera » de NBC dénonce « le facteur LaRouche dans l'administration Reagan. » Le magazine *New Republic* reprend cette attaque. Sur sa couverture : « La connexion LaRouche - Depuis 1981, les dirigeants d'un mouvement de cinglés ont rencontré plusieurs fois de hauts responsables de l'Administration. Leurs buts : gagner de la respectabilité et influencer sur la guerre des étoiles de Reagan. Ils ont réussi. »

## 8 mars 1984

Charles Manatt, chef du Parti Démocrate, tient une conférence de pres-

se à Chicago pour exiger que Reagan cesse immédiatement tout contact avec LaRouche et ses collaborateurs.

## 12 mars 1984

Les *Izvestia* exigent que Reagan cesse tous contacts de son administration avec LaRouche, contacts que les *Izvestia* estiment être « un scandale que la Maison Blanche n'essaie même pas de nier. »

## 2 avril 1984

Le quotidien du PC soviétique, la *Pravda*, publie une attaque contre LaRouche.

## Octobre 1984

Le Département de la Justice entame sa première tentative d'inculpation de LaRouche et de ses associés, juste avant l'élection présidentielle. Par ailleurs, la diffusion de calomnies contre LaRouche devient la politique d'agents du gouvernement américain et de réseaux privés de renseignement, organisés dans le cadre de l'ordonnance exécutive 12333.

## 12-15 janvier 1985

Le *Washington Post* publie, en trois articles, un exposé de tous les contacts entre LaRouche et ses associés et des personnes liées à l'administration Reagan, nom par nom, dans le but de forcer la rupture de ces contacts.

## Avril-juin 1985

La FEF tient des conférences à Rome, Paris et Bonn sur l'IDS pour informer les responsables militaires et scientifiques européens des travaux en cours, des implications pour l'économie, et pour organiser un pendant européen à l'IDS.

## Juillet 1985

L'EIR publie *Global Showdown* (Epreuve de force globale), un rapport spécial sur la montée en puissance de l'Armée Rouge, avec laquelle Moscou espérait faire échec à l'IDS. L'avertissement lancé par LaRouche aux dirigeants soviétiques en 1983 était repris en détail : les économies du bloc de l'Est vont s'effondrer en 1988 à cause de cette augmentation des dépenses militaires, à moins que les Soviétiques n'acceptent le nouvel élan scientifique et technologique offert par le développement de l'IDS

contre MAD. Seule autre possibilité pour les Soviétiques : la guerre.

## 12-14 février 1986

Le Département de la Justice lance une nouvelle campagne pour écraser le mouvement de LaRouche et tient une rencontre de trois jours à Boston pour mettre au point les inculpations.

## Février-mars 1986

Après un interlude relativement calme pendant le régime intermédiaire de Tchernenko, Gorbatchev prend le pouvoir et les attaques reprennent contre LaRouche. Le KGB conduit une opération internationale en tentant de mettre l'assassinat du Premier ministre suédois Olof Palme,



le 28 février 1986, sur le compte de LaRouche.

## Avril 1986

La FEF tient une grande conférence à Tokyo, suivie par 300 chercheurs, militaires et hommes d'affaires nippons, sur l'urgence d'une coopération japonaise avec l'IDS. Les représentants de l'ambassade soviétique protestent et sortent de la salle pendant le discours de Uwe Parpart. Deux mois plus tard, le ministre des Affaires étrangères du Japon, Abe, annonçait que des laboratoires japonais vont collaborer à l'IDS.

## Juillet-octobre 1986

La presse soviétique appelle à plusieurs reprises à ce que l'on enquête sur LaRouche.

## Juillet 1986

Ronald Reagan, dans une lettre à Mikhaïl Gorbatchev puis dans un discours aux Nations Unies, renouvelle son offre originelle de l'IDS : les

nouvelles technologies essentielles pour la défense antimissile pourraient être partagées avec les Soviétiques et offertes à d'autres pays.

## Automne 1986

Gorbatchev et l'Etat-Major soviétique pensent utiliser le sommet de Reykjavik, en Islande, pour forcer Reagan à abandonner l'IDS. Ceci a été admis et discuté en détail par d'anciens généraux de l'Armée Rouge, lors de la conférence de Princeton. Mais à l'époque, toutes les sources assurent que l'IDS ne sera pas du tout abordée pendant le sommet. Toute la presse internationale, à part l'EIR, écrit la même chose.

## 24 septembre 1986

Georgi Arbatov donne une conférence de presse d'avant-sommet à Copenhague. Selon la presse danoise, « *Arbatov a gardé un visage amical jusqu'à ce que M. Rasmussen, de l'Executive Intelligence Review, lui pose une question.* » Arbatov dénonça alors l'EIR comme « *les fascistes de LaRouche* » et termina la conférence de presse.

## 30 septembre 1986

*Sovietskaya Kultura* dénonce les influences politiques de LaRouche, l'accuse de fraude fiscale et demande : « *Pourquoi le fisc américain ne s'intéresse-t-il pas à lui ?* »

## 3 octobre 1986

Mikhaïl Gorbatchev, parlant à Berlin Est, dénonce les « *nazis sans croix gammées* », la phrase utilisée par les publications soviétiques pour décrire LaRouche. Gorbatchev attaqua « *les virus cachés du fascisme militariste, agressif.* »

## 6 octobre 1986

Quatre jours avant que le sommet de Reykjavik ne commence, 450 agents armés du FBI, de l'Internal Revenue Service et de la Police de l'Etat de Virginie conduisent un raid contre le siège des publications de LaRouche à Leesburg. La résidence de LaRouche est complètement entourée par des voitures blindées, des transports de troupes blindés et des hélicoptères. Pendant tout le jour, on a craint pour la vie de LaRouche. Don Moore, l'US Marshall en charge de ce raid, reconnaîtra plus tard que son

intention était l'élimination physique de LaRouche. Après l'inculpation de plusieurs dirigeants du mou-



vement de LaRouche, le nouveau chef de la division criminelle du Département de la Justice, William Weld, tente d'obtenir un mandat contre LaRouche lui-même.

## 10 octobre 1986

A Reykjavik, Georgi Arbatov hurle encore « *fascistes, fascistes de LaRouche* » à l'encontre des correspondants de l'EIR qui tentent de l'interroger sur l'IDS, devant des centaines de membres de la presse internationale. L'EIR fut le seul magazine à soulever la question de l'IDS. Yevgeni Velikhov, également interrogé, répondit que les Soviétiques ne pouvaient pas accepter l'IDS américaine. Le porte-parole soviétique, Alexandre Bovine, a traité l'EIR de « *magazine vraiment dégueulasse* ».

## 11 octobre 1986

Tandis que 1000 journalistes attendent en dehors du sommet, CNN les amuse en leur repassant les reportages sur le raid anti-LaRouche d'il y a cinq jours. Les reportages mentionnent l'accusation de LaRouche, selon laquelle les Soviétiques avaient demandé son élimination politique comme précondition aux négociations du sommet de Reykjavik.

## 12 octobre 1986

Le Secrétaire d'Etat Schultz émerge d'une journée de sessions à Reykjavik et déclare que l'on pourrait parvenir à des accords sur le contrôle des armements. « *Mais, ajoute Schultz, ces accords sont bloqués par l'exigence soviétique de l'abandon de l'IDS par les Etats-Unis.* » Les 1000 journalistes sont en pleine confusion. Jusqu'à ce moment, toute la presse internatio-

nale avait écrit qu'il ne serait pas question de l'IDS à ce sommet.

## 20 avril 1987

Le Département américain de la Justice agit sur sa seule initiative : il met en banqueroute, saisit et liquide les principales publications associées à Lyndon LaRouche, saisissant également la liste de leurs abonnés. La fermeture d'un journal politique par le gouvernement américain est sans précédent dans l'histoire des Etats-Unis. Au moment de la saisie, le magazine *Fusion* a 140.000 abonnés aux Etats-Unis. 28.000 abonnements sont destinés à des universités et à des élèves de lycée ; 7000 vont dans des laboratoires. La saisie fut déclarée illégale, plus de deux ans après, un juge des faillites déclarant alors que « *le gouvernement a agi avec mauvaise foi et déloyauté.* » Mais *Fusion*, *New Solidarity*, un bi-hebdomadaire, et d'autres publications, étaient liquidés.

## Juillet 1987

LaRouche est inculpé personnellement par le gouvernement fédéral pour « *faits de conspiration* ». C'est l'époque où le vice-Président Bush, prenant de plus en plus de pouvoir sur l'administration Reagan, cherche à mettre fin à l'IDS.

## 27 janvier 1989

A 67 ans, LaRouche est emprisonné pour 15 ans.

Depuis son arrestation, plus de 1000 juristes du monde entier, dont d'anciens ministres de la Justice des Etats-Unis, de l'Autriche, de la Colombie, ont dénoncé les irrégularités flagrantes du procès et parlent d'« affaire Dreyfus » américaine.

Le cas LaRouche a été présenté à plusieurs reprises devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève. Le président de cette commission a officiellement demandé des explications sur ce cas au gouvernement américain.

Enfin, plus de 200 parlementaires du monde entier ont demandé au Président Clinton, dans le *Washington Post*, de « *réparer cette injustice* » et de « *faire libérer immédiatement* » LaRouche. ■